

la santé est bien malade

Le personnel de nuit du « Bon Sauveur » a dépassé son mois de grève. Le « Bon Sauveur » est une de ces institutions psychiatriques dirigées depuis bientôt un siècle par des religieuses ; « à la satisfaction générale » n'a pas manqué de souligner M. Triboulet, conseiller général et ex ministre U.D.R...

Il est vrai que les « fous » ne sont plus dans la rue, que les « bonnes sœurs » sont des bonnes travailleuses puisqu'elles ne revendiquent jamais, et il n'est pas moins vrai que prier pour les malades mentaux est beaucoup plus rentable que de les soigner. Dévouement, silence, prière, voilà la « satisfaction générale ».

Hélas, les religieuses se font rares et aujourd'hui le personnel « civil » lève le voile. Il pense que travailler dans de bonnes conditions vaut mieux que de se dévouer dans de mauvaises conditions. Et considérant que la santé « **ça nous concerne tous** », il a décidé de rompre le silence, car si la prière « ça peut être un moyen » cela ne peut en aucun cas tenir lieu de politique générale de la santé.

Une fois encore le combat est clair. Les grévistes réclament de meilleures conditions de travail et de soins. Ils sont 26 la nuit pour 1 000 malades (et seulement un interne). Les locaux sont vétustes, l'installation sanitaire est très insuffisante et il faut avoir recours à des cuvettes et des éponges pour laver les malades. A ces revendications s'ajoutent une réduction du temps de travail (un travailleur de nuit ne bénéficie que d'un week-end sur cinq) et la demande d'une indemnité de « salissure ».

La direction refuse la négociation. Son dévouement pour autrui ne s'applique pas aux grévistes. Et elle n'hésite pas à tromper l'opinion publique en publiant un communiqué du genre : ils n'ont pas à se plaindre... regardez leurs salaires... et de les publier. Ils sont faux. Quant aux conditions de travail et de soins, l'essentiel

du conflit... rien... ou plutôt si. Elle n'en est pas responsable, dit-elle, ne fixant pas elle-même le montant des prix de journée.

A ce propos, une anecdote. Jusqu'en 1963, les prix de journée étaient fixés à partir du dossier présenté par la direction. Théoriquement, il n'y avait pas de limite. Or, cette année là, le ministre des finances a imposé une fourchette. Le ministre s'appelait Giscard d'Estaing.

Les grévistes sont donc allés voir la DDASS... qui ne peut rien sans le préfet... qui ne pouvait rien faire sans président de la République et sans le ministre de la santé qui avait beaucoup d'autres choses à faire.

Alibi

Alors ? Maintenant le président est élu. Ça devrait se débloquer. Eh bien non. Direction, DDASS et préfecture refusent toute négociation tant que les grévistes n'assureront pas le service de sécurité (ils sont en grève totale, laissant la direction assurer le service de sécurité ; ils avaient pris la peine pour cela de donner un préavis de 48 h).

Il est clair désormais qu'ils jouent la carte du pourrissement de la grève dont ils s'accrochent finalement très bien. D'autant plus que le soutien est difficile, précisément à cause de cette grève totale, mal accueillie par les services hospitaliers pour qui « on n'abandonne jamais un malade ».

Déontologie, alibi... et ambiguïté pour les médecins. Pour eux, « ne pas abandonner » ne signifie absolument pas « tout faire ». Ils se sont rangés délibérément auprès de la direction. Il faut signaler que chacun d'entre eux touche environ un million ancien par mois qui s'ajoutent pour certains aux revenus qu'ils tirent de leur cabinet en ville.

Si on considère qu'il n'y a qu'un médecin et deux internes pour 130 malades en moyenne,

on imagine facilement quel type de psychiatrie est pratiquée au « Bon Sauveur ». Elle avait déjà été mise en relief lors d'une grève illimitée déclenchée en octobre 72, dénonçant l'aspect répressif de l'hôpital psychiatrique et remettant en cause la « **psychiatrie de papa** » qui repose essentiellement sur la chimiothérapie et non sur un rapport psychothérapeutique, seule méthode permettant le dialogue médecin-patient et une certaine liberté d'action du malade. C'est le niveau idéologique.

Corresp. ■

(*) DDASS : direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

● IRPD démantelé

Le personnel de l'Institut national de recherche et de documentation pédagogiques à Paris vient d'apprendre que le service de la recherche pédagogique va être démantelé en raison de la réorganisation du ministère. Ce service coordonne les travaux de plusieurs milliers d'enseignants de tous niveaux et de toutes disciplines. Certaines de ses recherches portent sur les moyens propres à limiter la ségrégation et l'échec scolaire, d'appliquer à la pédagogie l'état des connaissances scientifiques. Ne sont-elles pas de

ce fait contestées par le ministère ? Citons pour mémoire la censure du Plan de rénovation de l'enseignement du français (dit Plan Rouchette) avant sa publication.



Outre le caractère autoritaire de la réorganisation les personnels dénoncent une mesure qui compromettrait l'aboutissement ou le développement de travaux engagés depuis de nombreuses années. Ils redoutent qu'elle ne soit l'occasion de compression de personnel.

● **Hôpital psychiatrique de Ste-Marie de l'Assomption.** On en a déjà parlé dans TS. L'occupation des locaux (au Puy, à Privas, Clermont-Ferrand, Rodez) démarrée depuis six semaines, continue. La direction répand des mensonges : des grèves tournantes sont appelées « reprise du travail ». A ce petit jeu, la solution ne peut que venir d'un miracle ! Camarades, priez pour les travailleurs... L'aumônière attend vos oboles : Syndicat départemental Santé CFDT -CCP 329 - 33 N - Toulouse